

LANCEMENT DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE DEVANT LE MEDEF : C'EST QUI LE PATRON ?

Jeudi 27 août, le syndicat patronal a procédé à un entretien d'embauche en direct pour choisir celui ou celle qui servira ses intérêts à partir de 2027. De Mélenchon à Le Pen, aucun des sept candidats présélectionnés n'a remis en cause cette mise en scène qui montre que le vrai pouvoir n'est pas dans les urnes ou à l'Élysée, mais dans les conseils d'administration des grands groupes.

Ce n'est pas une élection qui pourra chasser le Medef du pouvoir

Le « bloc central » de ceux qui ont gouverné dans un passé récent (des écologistes à la droite) n'avait plus à prouver sa volonté de se mettre au service du patronat. Pour eux, les « entreprises » (comprendre leurs patrons) seraient « essentielles ». Le rôle des politiques consisterait seulement à leur donner toujours plus. Après 20 ans de Macron, Hollande et Sarkozy, ces patrons qui pleurent la bouche pleine empochent chaque année plus de 200 milliards d'euros de subventions et allègements de charges – environ la moitié du budget de l'État. Le Code du travail, l'assurance maladie et l'assurance chômage, les retraites, l'éducation... tout est « réformé » en permanence à leur profit et contre les intérêts des classes populaires.

Marine Le Pen, elle, s'est démenée pour rassurer la bourgeoisie en promettant des budgets d'austérité qui n'ont rien à envier à ceux de Lecornu et en bégayant sur les retraites : départ non plus à 60 ans mais plutôt à 62 et après 42 ans de cotisation... Autant dire le « droit » de partir à peine avant de crever au boulot mais uniquement avec le minimum vieillesse ! L'extrême droite montre qu'elle est toujours prête à obéir servilement aux ordres du capital.

Si les corbeaux et les vautours, un de ces matins disparaissent, le soleil brillera toujours !

La proposition de Mélenchon d'augmenter le Smic, pourtant très timorée, a déclenché les rires indécents des patrons multi-millionnaires. Ils savent que plus nos salaires sont bas, plus leurs profits sont hauts. Ils s'amusent qu'un politicien tente de les convaincre du contraire ! Pour nos salaires, comme pour nos droits, nos services publics, nos vies de travailleurs et de travailleuses

en général, il faudra non pas négocier dans les salons du Medef ou de l'Élysée, mais renverser le rapport de force par nos luttes collectives.

La grève, l'arme des travailleurs, remet les pendules à l'heure : qui crée toutes les richesses ? Qui est « essentiel » au fonctionnement de la société ? L'aide-soignante, l'ouvrier, le postier, la conductrice de bus, l'enseignant, ou bien le patron du Medef ?

Rira bien qui rira le dernier !

Aux travailleurs et travailleuses, qui produisent tout, de décider enfin de tout : c'est le message que porteront notre candidate Selma Labib et notre porte-parole Gaël Quirante dans cette élection présidentielle. Décider de tout, cela commence par ne pas attendre une élection pour prendre nos affaires en main. Aucune raison d'attendre avril 2027 pour laisser éclater notre colère, seule à même de faire ravalier son arrogance au patronat qui mène la société de crises en guerres, de catastrophes climatiques en catastrophes sanitaires.

Les pompiers, qui ont combattu les feux malgré les coupes budgétaires dans leurs moyens et leurs effectifs, ont fixé un rendez-vous pour l'heure des comptes : ils se rassembleront à Paris du 26 au 28 septembre et entreront en grève aux côtés des agents publics le 29 septembre. Comme eux, de nombreux travailleurs, du public comme du privé, sont envoyés en première ligne sans moyens et sans même un salaire décent. C'est bien une riposte d'ensemble qu'il faudra construire pour reprendre tout ce qui nous a été volé. En cette rentrée, des salariés des transports, du social ou de l'éducation ont déjà prévu des journées de grève. Saisissons-nous de toute opportunité pour nous organiser sur nos lieux de travail, et discutons de rejoindre la grève du 29 pour frapper tous ensemble au même moment.

Ambulatoire = No futur

Dans un article de Ouest-France du 13/07, les architectes à l'origine de la conception des nouveaux bâtiments du CHU voudraient nous faire croire que « l'hôpital reconstruit ne sera pas une usine ». C'est pourtant bien une pratique des soins à la chaîne qu'ils nous décrivent en expliquant que l'objectif est « d'accueillir un flux important de patients qui viennent à la journée », et en vantant « l'ambulatoire » comme le futur de l'hôpital.

L'architecture d'une politique de classe

Toujours dans l'article de Ouest-France du 13/07, les architectes des nouveaux bâtiments nous assurent que l'hospitalisation restera possible dans des « chambres individualisées dotées d'un confort hôtelier moderne ». Même pour les classes populaires, et les personnes ne bénéficiant pas d'assurance ou de mutuelle haut de gamme ?

Fin de la contention en psychiatrie

La pratique de la contention en milieu psychiatrique fait débat au sein de la profession, surtout depuis que le ministère de la santé a pris la décision de mettre fin à cette méthode. Rappelons néanmoins les conditions d'hospitalisation en France, et en guise d'exemple citons la grève menée au Centre Psychiatrique d'accueil et d'orientation de l'Hôpital Sainte-Anne par manque de lits, avec 14 721 lits supprimés en France entre 2008 et 2023. Les moyens alloués à la santé publique sont ligotés par des choix budgétaires préférant la construction d'un porte-avion.

Le travail nocturne nuit à la santé

Le tribunal administratif de Marseille a reconnu comme maladie professionnelle le cancer du sein d'une infirmière travaillant de nuit. Ce jugement se base sur plusieurs études qui concluent que le fait de travailler plus de deux nuits par semaine pendant plus de cinq ans augmente les risques du cancer de 40 %. Une autre victoire: une hôtesse de l'air a obtenu la reconnaissance de son cancer du sein comme maladie professionnelle après 6500 heures de vol de nuit.

Accidents du travail et maladies professionnelles : baisse des indemnités

Alors qu'il est souvent difficile de faire valoir un accident du travail ou une maladie professionnelle, les indemnités journalières versées par la Sécurité sociale lors de ces arrêts vont être revues à la baisse. Le gouvernement prépare un décret sur ce point, communiqué aux différents partenaires sociaux. À partir du 1^{er} novembre, ce décret devrait faire passer le plafond des indemnités à 1,8 fois le Smic, contre plus de 3 fois actuellement. Le gouvernement prévoit également d'inscrire la fiscalisation intégrale de ces indemnités dans le projet de loi des finances de la Sécurité sociale. Des mesures demandées de longue date par le patronat...

Paris : opération victorieuse à Necker

Depuis l'année dernière, le personnel infirmier du bloc opératoire de l'hôpital Necker dénonce les conditions de travail et les conséquences néfastes que cela a pour le bien-être des enfants. En grève depuis le mois de juin, les collègues réclament une augmentation des effectifs en salle, l'encadrement des intérimaires et la gestion des débordements. La direction, en bonne gestionnaire du capital, a privilégié l'assignation par envoi d'huissiers au domicile des agents, et l'emploi d'intérimaires en mission longue. Elle a cependant fini par céder aux principales revendications : un nombre suffisant par salle, le financement d'une formation, le paiement des heures supplémentaires. C'est un exemple à suivre à l'heure de l'offensive austéritaire et du délabrement organisé du service public.

Le 29, avec les pompiers en grève !

Cet été, alors que les pires incendies ravageaient le pays, le monde politique parlait des pompiers comme des héros de la nation. À peine les braises refroidies, le ministère de l'intérieur renvoyait leurs revendications aux calendes grecques. Il a même refusé que le syndicat des pompiers volontaires, qui représente 200 000 pompiers, participe aux négociations. Après une première journée de grève le 14 août, les pompiers appellent à la grève et à manifester à Paris le 29 septembre, aux côtés de la fonction publique. Une belle occasion pour servir d'étincelle à une rentrée des luttes qui pourrait mettre le feu aux poudres de la lutte sociale !

Une info à faire passer ? Ce bulletin peut te servir à partager ces informations aux collègues du CHU.

Envoie-nous un mail ou un mp sur insta : ✉ npacaen@npa-revolutionnaires.org

📱 [npa_revo_caen](https://www.instagram.com/npa_revo_caen)